

SERVICE du DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE & des INVESTISSEMENTS

SECTION 3.

LE PREFET d'EURE-et-LOIR
Officier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 19 Décembre 1917 relative aux Etablissements dangereux insalubres ou incommodes, modifiée par celles du 20 Avril 1932, 21 Novembre 1942, 2 Août 1961 et le décret du 1er Avril 1964,

VU le décret du 21 Décembre 1919,

VU le dossier de demande en date du 26 Décembre 1963 par lequel M. PREVOST, Directeur des Ets GERARD MANG, domicilié à VERNOUILLET, 16 route de Chartres, sollicite l'autorisation d'installer à cette adresse une usine d'appareillage électrique d'Installation"

VU les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé à la Mairie de VERNOUILLET, du 20 Février 1964 au 5 Mars 1964,

VU l'avis de M. le Commissaire-Enquêteur,

VU l'avis de M. le Maire de VERNOUILLET,

VU l'avis de M. le Sous-Préfet de DREUX,

VU les avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre, de M. l'Inspecteur des Ets Classés, de M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de M. le Directeur Départemental de la Santé,

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène,

CONSIDERANT que de telles installations sont rangées par les textes susvisés dans la 2e et 3e classe des Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes et reprises,

en 2e Classe sous le n° 281-1° et n° ~~289-1°~~ 336, 285-251

en 3e classe sous le n° 272, n° ~~405-A-1°~~, n° 287, n° 288-1°, n° 165, n° 255-3°

de la nomenclature en raison de leurs inconvénients : bruit, trépidations, fumées, odeur, altération accidentelle des eaux, émanations nuisibles accidentelles, danger d'incendie,

CONSIDERANT que tous les avis sont favorables au projet sous certaines réserves,

STATUANT en conformité des articles 12, 13 et 14 du décret du 1er Avril 1964,

A R R E T E :

ARTICLE 1er - M. PREVOST, Directeur des Ets Gérard MANG, est autorisé à installer à VERNOUILLET, 16 route de Chartres, une usine d'appareillage électrique d'Installation".

ARTICLE 2. - Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ci-dessous rappelées :

Titre II du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité des travailleurs) et les règlements d'administration publique pris en application des articles 67 et 68 du Livre II du Code du Travail, notamment :

Décret du 10 Juillet 1913 modifié concernant les mesures de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis,

Décret du 14 Novembre 1962 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques,

Décret du 16 Octobre 1939 modifié concernant les mesures particulières à l'hygiène applicables dans les établissements dont le personnel est exposé à l'intoxication benzolique,

Décret du 23 Août 1947 concernant les mesures particulières relatives à la protection des ouvriers qui exécutent des travaux de peinture ou de vernissage par pulvérisation,

ainsi qu'à celles du présent arrêté indiquées ci-après :

METAUX et ALLIAGES - TRAVAIL par CHOC MECANIQUE
(2e Classe - n° 281-1° de la nomenclature)

REVETEMENT METALLIQUE des PIECES par ELECTROLYSE
(2e Classe - n° 289-1° de la nomenclature)

1° - Les ateliers seront situés et installés conformément au plan joint à la demande.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation faire l'objet d'une déclaration au Préfet.

2° - Tous moteurs, tous transformateurs, tous appareils mécaniques, ventilateurs, transmissions, machines, etc .. seront installés et aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par le bruit ou par les trépidations,

3° - Les ateliers seront convenablement clôturés sur l'extérieur pour éviter la propagation de bruits gênants, même accidentels (machinerie, manutention, chute de pièces en cours de travail, etc ...)

Ils seront de préférence éclairés et ventilés uniquement par la partie supérieure, par des baies aménagées de façon qu'il n'en résulte aucune diffusion de bruit gênant pour les voisins.

Si la situation l'exige, ces baies devront être munies de chicanes appropriées formant écran au bruit.

Les portes et fenêtres ordinaires seront maintenues fermées pendant l'exécution de travaux bruyants.

4° - Les travaux très bruyants, tels que planage, rivetage, etc ... seront effectués, si c'est reconnu nécessaire, dans des locaux spéciaux bien clos et particulièrement insonorisés.

5° - Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit (machinerie, manutention, voiturage, etc ...) sont interdits entre 20 heures et 7 Heures.

6° - Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

FABRICATION d'OBJETS en MATIERE PLASTIQUE
(3e Classe - n° 272 de la nomenclature)

TRAITEMENT des METAUX par les ACIDES NITRIQUES
(3e Classe - n° 287 de la nomenclature)

TRAITEMENT ELECTROLYTIQUE des METAUX
(3e Classe - n° 288-2° de la nomenclature)

EMPLOI de 2 % DANS LES BAINS (20 l par bain de cyanures pour l'électrolyse)
(3e Classe - n° 165 de la nomenclature)

DEPOT de LIQUIDES INFLAMMABLES de 2e CATEGORIE en CITERNE SOUTERRAINE

MOYENS de SECOURS CONTRE l'INCENDIE

- Deux postes d'incendie de 40/45 seront installés : le premier près de la porte Shed n° 6 - côté quai de déchargement, le second près de la porte des W.C. - Shed n° 1

- Les portes ou portillons ouvriront vers l'extérieur

- Des extincteurs appropriés aux risques d'incendie seront judicieusement répartis dans les ateliers de l'usine.

ARTICLE 3. - Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à toutes les autres conditions qu'il serait utile de lui imposer par la suite dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques.

ARTICLE 4. - Toute nouvelle extension ou modification notable des installations devra faire l'objet d'une demande d'autorisation dans les formes prévues par l'article 26 de la loi du 19 Décembre 1917.

ARTICLE 5. - Les droits des tiers sont réservés.

ARTICLE 6. - L'établissement autorisé devra fonctionner dans un délai de deux ans à dater de ce jour, sous peine de déchéance.

ARTICLE 7. - Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Sous-Préfet de DREUX, M. le Maire de VERNOUILLET, M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre, M. l'Inspecteur des Etablissements Classés, Inspecteur départemental des services d'Incendie et M. le Directeur départemental de la Santé, chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Copie en restera déposée à la Mairie de VERNOUILLET, pour être communiquée à toute personne qui en fera la demande.

Un extrait sera en outre affiché à la porte de la Mairie et inséré dans un journal d'annonces légales du département aux frais du pétitionnaire.

Il me sera justifié de l'accomplissement de cette double formalité par la production d'un procès-verbal dressé par M. Le Maire de VERNOUILLET qui délivrera copie du présent arrêté au pétitionnaire.

Chartres, le 29 Septembre 1964

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

J. PALAZY

Pour ampliation
Le Chef de Section,

